# En un coup d'œil 2011-12

## Nos principales réalisations 89,6 millions 116

sexuelle et reproductive















## 710 000



## Qui sommes-nous

L'IPPF est un prestataire mondial de services et un défenseur de premier ordre dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous. Nous sommes un mouvement à l'échelon mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



associations membres

## Des millions de volontaires

employés 85% 78%

des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration.

69%

des associations membres ont au moins un membre du personnel âgé de moins de 25 ans.

48%

de notre financement

des niveaux de

va à des pays présentant

développement humain

entre faibles à moyens.

des associations membres ont des volontaires et/ou employés vivant ouvertement avec le VIH.

+ de 30 000

Notre travail contribue à quatre Objectifs du millénaire pour le développement:











des gens que nous servons sont pauvres, marginalisés, socialement exclus et/ou mal desservis

42,5 millions

contraceptifs dispensés

**31%**Dispositifs intra-utérins (DIU)

57%

Méthodes de longue durée et

permanentes

**15%**Pilule contraceptive

**16%** Préservatifs

9,1 millions

par méthode

43 %

Méthodes de

courte durée



des drogues



Travailleur(se)s

du sexe



vivant avec

6

le VIH



déplacées

+

Nous offrons des services complets aux groupes les plus vulnérables.





la sexualité





Hommes ayant des Survivants de la rapports sexuels avec des hommes

L'avenir

Les objectifs de changement de l'IPPF:

l'attention et les priorités nécessaires pour

parvenir à des résultats accélérés d'ici 2015 et

Unir, Assurer et Etre performant nous apportent

pour maximiser l'impact auprès des personnes qui

présentent les plus grands besoins non satisfaits en

termes de santé et de droits sexuels et reproductifs.

Ces objectifs reflètent notre tolérance-zéro vis-à-vis

des violations des droits de l'homme et ils assurent

unir

mouvement

mondial de lutte

pour les droits

sexuels et les droits

reproductifs pour tous

assurer

l'accès pour tous :

pour réduire les

en doublant les

services de l'IPP

être

performant

une

Fédération

pertinente et

responsable

**1** 

esoins non satisfaits

la responsabilité vis-à-vis de nos partenaires et

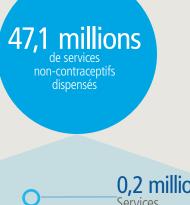
donateurs, du public et de nous-mêmes.

**ಥ**'

9

ф

Personnes handicapées









1,6 million Services liés à l'avortement



2,3 millions



7,8 millions Soutien psychologique



9,2 millions Santé maternelle et infantile



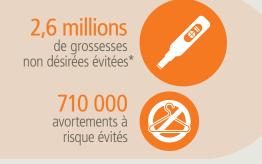
10,5 millions gynécologiques



15,1 millions Services liés

# 89,6 reproductive (SSR) dispensés **6**











Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web www.ippf.org ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en août 2012 par International Planned Parenthood Federation

Londres SE1 3UZ, Royaume-Uni

tél +44 (0)20 7939 8200 web www.ippf.org fax +44 (0)20 7939 8300 e-mail info@ippf.org

Œuvre de bienfaisance enregistrée sous le n° 229476

## Résultats en termes de plaidoyer 2005-11

des droits sexuels et de l'égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Les associations membres



Entre 2005 et 2011, les associations membres ont contribué à

changements de politique et/ou légaux

à l'appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion changent la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et de législations qui soutiennent la santé et les droits reproductifs et bloquent tout changement potentiellement néfaste.





● GÉORGIE BOSNIE-HERZÉGOVINE

BAHRAIN-SÉNÉGAL-GAMBIE

BURKINA FASO GUINÉE-BISSAU--ÉTHIOPIE RÉP. DE CENTRE-AFRIQUE SIERRA LEONE-

LIBÉRIA-CONGO RWANDA TANZANIE

-ÎLES COMORES ANGOLA-ZAMBIE--MADAGASCAR —ÎLE MAURICE

KAZAKHSTAN KYRGYZSTAN

Lutte contre la violence sexiste

En Amérique latine, jusqu'à un tiers des femmes ont souffert de violence physique elles ont subi des actes de violence sexuelle. Légalement, les droits des femmes dans la privés et familiaux, là où la majorité de la violence sexiste se produit. Dans beaucoup échappe à la portée de la loi.

Six associations membres de la région Hémisphère occidentale, en a et en Haïti, ont mené des actions de plaidoyer réussies pour donner effet à 12 changements de politique et de législation afin de réduire la violence sexuelle et sexiste, reconnaître la violence familiale comme une forme de violence contre les femmes qui est punissable, et créer des normes pour assurer des services et du soutien aux victimes. Les associations ont travaillé avec des décideurs aux niveaux du district et national, des organisations de la société civile, des ministères de la justice et les médias en vue de donner jour à des

#### Renforcement de l'engagement financier vis-à-vis de la contraception

Près d'un quart des 222 millions de femmes du monde entier ayant un besoin non satisfait de contraception moderne vivent en Afrique sub-saharienne.<sup>3</sup> Le soutien financier inadéquat de la part des donateurs nationaux a abouti à un déficit de financement

Les associations membres d'Afrique ont mené des campagnes de plaidoyer cherchant à une partie de ce déficit en augmentant leurs engagements financiers en matière de contraception. Au **Bénin**, une nouvelle ligne budgétaire pour les fournitures contraceptives a été créée; au **Sénégal**, en **Tanzanie** et en **Ouganda**, les associations membres ont interpelé la société civile et ont dirigé des coalitions en vue de persuader leurs gouvernements d'engage des augmentations budgétaires importantes en vue de la fourniture de moyens contraceptifs. Chacune de ces associations a dû faire face à une forte opposition, en présentant des arguments économiques et de développement convaincants aux parties prenantes, et notamment aux parlementaire et responsables de ministères de la santé et des finances, et en travaillant avec les médias.

## **S**

#### Garantie de l'accès à un avortement sécurisé et légal

Tous les ans, 47 000 femmes et filles meurent d'avortement à risque, <sup>4</sup> et il ressort des preuves disponibles que le fait de restreindre les lois sur l'avortement contribuent à la mortalité maternelle due à un avortement à risque.5

Les associations membres en Europe ont dû faire face à une vive opposition de la part de groupes opposés à la liberté de- choix, de nunautés religieuses, d'hommes politiques et de médecins et ont mené des actions de plaidover réussies en faveur de changements a apporter aux iois relatives a i avortemen dans sept pays. En **Allemagne**, en **Russie** en **Slovaquie** et au **Royaume-Uni**, les associations membres ont lutté sans relâche pour bloquer les changements au niveau de la législation qui auraient eu pour effet de restreindre l'accès à l'avortement. En Aut le coût d'un avortement est bien plus élevé dans les cliniques privées que dans les hôpitaux, et l'association membre autrichienne a travaillé avec des hommes politiques en vue de changer la loi pour obliger tous les hôpitaux à fournir des services d'avortement Les associations membres en Israël et au Tadjikistan ont mené des actions de plaidoyer réussies en faveur de l'amélioration de la qualité des services d'avortement, notamment des services d'avortement sécurisé et des soins

### Soutien des personnes vivant

-MOZAMBIOUE

avec le VIH

Le nombre de nouvelles infections au VIH au Moyen Orient et en Afrique du Nord a plus que doublé entre 2001 et 2009,<sup>6</sup> et jusqu'à 90 pour-cent des gens vivant avec le VIH ne se soignent pas de crainte de souffrir de stigmatisation et de discrimination.7 Il existe un besoin urgent de lancer des programmes

Travaillant dans des environnements extrêmement conservateurs, les associations membres au **Soudan** et en **Syrie** ont mené ies actions de plaidoyer reussies en favel de changements au niveau de la législation relative au VIH dans leurs pays. Au Soudan par exemple, le plan stratégique national relatif au VIH se concentre dorénavant davantage sur les populations socialement exclues, notamment sur les hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes, les travailleurs du sexe et les détenus Il s'attache à trouver des moyens de lutter contre la stigmatisation et la discrimination et décrit dans les grandes lignes des façons d'intégrer les services de santé reproductive à des services VIH. Le plan veille à ce que les personnes vivant avec le VIH puissent et aux soins dont elles ont besoin, dans un environnement dépourvu de stigmatisation



#### Défense des droits des femmes

Au **Pakistan**, la vive opposition qui émane des groupes religieux et d'autres groupes conservateurs menace les droits des femmes

Malgré ces difficultés, les efforts soutenus et incessants de Rahnuma-Family Planning Association of Pakistan (Rahnuma-FPAP) ont permis de promulguer une loi qui pénalise le mariage forcé et le Swara (cette pratique de céder des femmes et des filles en mariage des femmes. Rahnuma-FPAP a aussi plaidé en faveur de la loi relative au contrôle de qui garantit une peine allant de 14 ans à la prison à vie et une amende pour les coupables de jets d'acide. Rahnuma-FPAP a travaillé en partenariat avec la société civile, a convoqué des réunions entre les parlementaires et les victimes de mariage forcé, a fourni du soutien technique aux décideurs et aux responsables gouvernementaux dans la rédaction des lois, a sensibilisé le public à ces questions par le biais des médias et a conseillé des parlementaires clés qui se sont ensuite chargés de présenter ces lois.

## Asie de l'Est et du Sud-est

#### Fourniture d'une éducation à la sexualité intégrée

L'approche de l'IPPF vis-à-vis de l'éducation à la sexualité intégrée (ESI) met l'accent sur l'expression sexuelle, la satisfaction et le plaisir. L'ESI soutient les jeunes pour qu'ils fassent des choix positifs et sains sur les rapports sexuels et la contraception. Et pourtant, elle ne figure pas dans de

nombreux cursus scolaires

Les associations membres en Australie et au **Cambodge** ont travaillé en étroite collaboration avec leur ministère de l'éducation respectif pour incorporer i ESI dans le cursus scolaire. L'associa cambodgienne a travaillé avec des partenaires internationaux et des membres locales formés à l'ESI et à ses avantages Les ieunes vont désormais recevoir des cours d'ESI à l'école et les éducateurs de pairs assureront un service d'ESI aux jeunes en-dehors de l'école. En Australie, les élèves de Tasmanie profiteront du nouvel élément ESI qui vise à réduire le fort taux de arossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles chez les jeunes

#### Légende

Nombre de changements Année de changement de politique et/ou législatifs de politique et/ou législati





2005-2010

## Réussites d'actions de plaidoyer par thème 2011

65 Les associations membres ont contribué à

116

changements de politique et/ou légaux à l'appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

30 Education et

services destinés aux jeunes

Accès à des services SSR





Allocations budgétaires nationales consacrés aux SSR



Accès à un avortement sécurisé et légal





Soutien aux personnes vivant avec le VIH



Accès à la contraception d'urgence



Accès au vaccin contre le virus du papillome humain



1 UN Women (2011) – Note d'information : Amérique latine et Caraïbes. Le progrès des femmes dans le monde 2011–2012 : En quête de justice. New York: UN Women. 2 UN Women (2011) Le progrès des femmes dans le monde 2011–2012 : En quête de justice. New York: UN Women.

5 Guttmacher Institute (2012) La légalisation à elle seule ne garantit pas la disponibilité de services d'avortement sûrs. 10 mai 2012, New York: Guttmacher Institute. 6 UNAIDS (2010) Note d'information du rapport mondial: Moyen Orient et Afrique du Nord. Genève: UNAIDS.

7 Solomon, E (2010) Interview: La stigmatisation du VIH freine le travail de proximité dans les pays arabes Dubaï: Reuters.
8 Kirby, D, Laris, B and Rolleri, L (2005) Impact des programmes relatifs au sexe et au VIH sur les comportements des jeunes dans les pays en voie de développement et développés. Youth Researc Working Paper Series, Paper No. 2. New York: Family Health International.